

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 11 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AXXEL BEAUNE (ex AXXEL BEAULIEU)**

204 avenue de Colmar  
67100 Strasbourg

Références : 2025-280\_ENRE\_AXXEL Beaune\_RAP  
Code AIOT : 0006305863

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement AXXEL BEAUNE (ex AXXEL BEAULIEU) implanté Anjou Actiparc du Layon 49750 Beaulieu-sur-Layon. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée suite au signalement de l'absence de construction de 2 cellules de stockage, prévues sur la parcelle ZC n° 132 de la commune de Beaulieu-sur-Layon, par le propriétaire de ladite parcelle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXXEL BEAUNE (ex AXXEL BEAULIEU)
- Anjou Actiparc du Layon 49750 Beaulieu-sur-Layon
- Code AIOT : 0006305863
- Régime initial de fonctionnement et de procédure : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PARCOLOG GESTION a été autorisée à exploiter sur la commune de Beaulieu-sur- Layon, dans la zone d'activités Anjou Actiparc du Layon, une plateforme logistique, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation DIDD- 2011-n°91 délivré le 15 mars 2011 et d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DIDD-2011-n°412 délivré le 15 septembre 2011 (classement sous la rubrique principale 1510 de la nomenclature, avec un volume de 471 490 m<sup>3</sup>). Un changement d'exploitant a été acté par récépissé de déclaration au profit de la SCI AXCEL BEAUNE en 2022.

La plateforme comprend notamment un entrepôt de produits combustibles composé de 8 cellules de stockage. À la date du présent rapport, seules 6 cellules ont été construites sur la parcelle cadastrée ZC n° 131 de la commune de Beaulieu-sur-Layon.

La plateforme sert de base logistique et de distribution pour les magasins du groupe BOULANGER.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification des installations initialement autorisées	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-23	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, articles 7.4.1 et point 15 alinéa 1, annexe II, AM du 11/04/2017	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 23, annexe II	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
4	Détection et alarme	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.6.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.4.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Traitement des eaux pluviales	AP Complémentaire du 15/09/2011, article 2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 6.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	10 mois
8	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Recharge de batteries - caractéristiques constructives des parois	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 17 de l'annexe II	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Porte coupe-	Arrêté préfectoral	Susceptible de	Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	feu	du 15/03/2011, article 7.4.3-e)	suites	corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux cellules de stockage, prévues sur la parcelle cadastrée ZC n° 132 de la commune de Beaulieu-sur-Layon, n'ont pas été construites sur les huit cellules dont l'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 15 mars 2011 modifié. À la date du présent rapport, l'inspection des installations classées considère que cette absence de construction constitue une modification notable du dossier de demande d'autorisation primitif telle que mentionnée par l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement. L'inspection des installations classées propose de réclamer par voie de mise en demeure un dossier de porter à connaissance des modifications intervenues depuis le début du projet autorisé, respectant les prescriptions contenues dans l'article précité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modification des installations initialement autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-23
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>II.</b>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par arrêté préfectoral du 15/03/2011 modifié la société Parcolog Gestion a été autorisée, au titre de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées, à exploiter un entrepôt</p>

logistique situé dans la ZAC Anjou Actiparc à Beaulieu-sur-Layon. Le volume autorisé de l'entrepôt couvert est de 471 490 m<sup>3</sup> divisés en 8 cellules de stockage. L'emprise foncière de l'établissement occupe les parcelles cadastrées ZC n° 131 et 132 de la commune de Beaulieu-sur-Layon sur une surface totale de 99 442 m<sup>2</sup>.

Par courrier du 12/07/2022, la société AXXEL BEAUNE (n° SIREN 440532414) dont le siège social est situé 204 avenue de Colmar 67100 STRASBOURG a déclaré être le nouvel exploitant de l'entrepôt logistique. Le préfet de Maine-et-Loire a accusé réception de cette déclaration par récépissé de transfert d'exploitation daté du 06/12/2022. Pour être complet, à la date du présent rapport, l'entrepôt est loué à la société Boulanger et opéré par la société GXO Logistique. Cependant, au regard de la législation des installations classées, la société AXXEL Beaune reste l'exploitant responsable du respect des prescriptions légales et réglementaires encadrant l'exploitation de l'entrepôt logistique.

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées intervenue en 2020, la situation administrative des installations de l'entrepôt AXXEL BEAUNE a été modifiée avec un basculement du régime de fonctionnement de l'autorisation à celui de l'enregistrement. Dans la législation ICPE, les notions de "régime" et de "procédure" sont distinctes. Par courriel du 15/11/2022, l'exploitant a demandé à ce que les règles procédurales de l'enregistrement s'appliquent désormais à ses installations.

Par courrier du 16/04/2018, conformément à la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-006 du 04/05/2007 relative à la maîtrise de l'urbanisation autour ICPE, le préfet de Maine-et-Loire a porté à la connaissance du président de la Communauté de communes Loire-Layon-Aubance les cartes des effets potentiels et les préconisations en matière de maîtrise de l'urbanisation autour de l'entrepôt logistique aujourd'hui exploité par la société AXXEL Beaune. Ces préconisations doivent s'appliquer, sur le périmètre concerné (qui sort d'ailleurs des seules parcelles cadastrées ZC n° 131 et 132), pour instruire toute demande de construction ou d'aménagement.

Or, sur les 8 cellules de l'entrepôt dont l'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 15/03/2011 déjà mentionné, seules 6 cellules de stockage pour une superficie d'environ 36 748 m<sup>2</sup> ont été édifiées sur la parcelle cadastrée ZC n° 131. La parcelle riveraine, cadastrée ZC n° 132 restée propriété de la société d'aménagement Alter Cités, est à la date de la visite objet du présent rapport vide de toute construction.

Vu le délai écoulé entre la date du constat précité et la date de délivrance de l'arrêté d'autorisation primitif, pour rappel le 15/03/2011, l'entrepôt ayant été livré à proprement parler en 2013, l'inspection des installations classées considère que l'absence des deux cellules sur la parcelle cadastrée ZC n° 132 constitue un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation présenté en enquête publique du 08/11/2010 au 08/12/2010. Notamment, les informations relatives à l'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée, la description, le volume des activités pour lesquels l'exploitation de l'installation a été autorisée ainsi que la description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine ne sont plus suffisamment fidèles au dossier de demande d'autorisation primitif.

En outre, le délai susmentionné ne peut plus être considéré comme raisonnable et le gel de la situation telle qu'elle apparaît depuis presque 12 ans nuit aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers. Cette situation nuit également à la sécurité publique dans la mesure où, à la date du présent rapport, le risque incendie réel présenté par l'entrepôt logistique n'est pas en rapport de convenance parfaite avec les risques présentés dans le dossier de demande d'autorisation primitif.

À noter que les critères de caducités prévus par l'article R. 512-74 du Code de l'environnement ne peuvent pas s'appliquer s'agissant d'une installation mise en service partiellement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet de Maine-et-Loire un dossier portant à sa connaissance, avec tous les éléments d'appréciation, les modifications apportées à l'entrepôt logistique compte tenu, notamment, de l'absence de construction des deux cellules de stockage prévues sur la parcelle cadastrée ZC n° 132. En particulier, l'exploitant ayant demandé que les règles procédurales de l'enregistrement s'appliquent, il est demandé de mettre à jour les informations décrivant les installations et leurs principales incidences requises par l'article R. 512-46-3 du Code de l'environnement. Dans le cadre du même porter à connaissance, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation, notamment au regard de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510, tel que prévu par le 8° de l'article R. 512-46-4 du Code de l'environnement.</p> <p>Le porter à connaissance mettra à jour la situation administrative du site dont la demande d'antériorité 1510.</p> <p>Pour encadrer cette demande, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, tel qu'en dispose l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, est joint au présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, articles 7.4.1 et point 15 alinéa 1, annexe II, AM du 11/04/2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 05/07/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique doit être effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant doit conserver une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Point 15 alinéa 1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a produit le dernier rapport de vérification des installations électriques de son établissement : rapport APAVE n°2252562-002-1 du 25/09/2024 pour une intervention réalisée du 18 au 19/09/2024. Une seule observation a été formulée par l'organisme de contrôle au sujet d'un câble d'alimentation d'un chargeur de batterie qui était détérioré. Ce câble a été remplacé (cf. fiche d'intervention n°06 00133073 du 10/10/2024), ce qui est satisfaisant.</p> <p>Le rapport fait toutefois état de plusieurs organes de protection (Dispositif Différentiel Résiduel - DDR) non essayés pendant la campagne de vérification. Sans préjudice de la protection des travailleurs, les DDR de sensibilité 300 mA suivants concourant à la prévention du risque incendie</p>

<p>n'ont pas été essayés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- circuit général divers (4D1)</li> <li>- circuit télécommande armoire poste de garde</li> <li>- armoire local sprinkler : DJ2, DJ3 et DJ24</li> </ul> <p>L'exploitant explique ces lacunes de vérification par des contraintes d'exploitation : impossibilité de couper l'alimentation électrique dans certaines parties de l'entrepôt quand leur exploitation est en cours.</p> <p>Enfin, le rapport APAVE susmentionné ne fait état d'aucune vérification dans le poste de transformation HT/BT de l'établissement.</p> <p>En conclusion, les justificatifs présentés par l'exploitant ne répondent que partiellement à la demande de l'inspection des installations classées qui réclamait à l'issue de la précédente visite de fournir les justificatifs attestant d'une vérification complète des installations électriques par un organisme de contrôle compétent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous trois mois, sans préjudice de la protection des travailleurs, faire réaliser un contrôle complet des installations électriques de l'établissement, notamment des organes de protection à dispositif différentiel résiduel de sensibilité 300 mA concourant à la prévention du risque d'incendie et d'explosion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Plan de défense incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 23, annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie doit être établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie de l'établissement reste incomplet au motif de l'absence de désignation de personnes (différentes) pour chaque fonction identifiée dans l'organigramme du plan. L'organisation mise en place n'apparaît donc pas opérationnelle. Comme déjà mentionné dans le rapport de la précédente visite, en cas d'absence de la directrice du site ou du responsable d'exploitation, certaines fonctions du poste de crise ne sont plus assurées. Par ailleurs, certaines personnes cumulent à la fois des missions de sécurité sur le terrain et une fonction dans le poste de crise.</p> <p>L'exploitant explique ces lacunes par des besoins de formation de certains collaborateurs avant de les intégrer nommément dans l'organigramme du plan de défense incendie.</p> <p>Cette façon de procéder montre ses limites. En raison des mouvements de personnels inhérents à</p>



toute structure professionnelle, il convient de désigner les collaborateurs apparaissant dans l'organigramme de ce plan par leur fonction, non pas par leur identité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un mois, finaliser le plan de défense incendie de l'établissement en complétant son organigramme sur la base des fonctions des collaborateurs désignés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Détection et alarme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 05/07/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un sinistre ou d'une atmosphère explosive. Il s'agit en particulier du local chaufferie avec la mise en place de détecteurs de fuite de gaz et du local de charge de batteries avec la mise en place de détecteurs d'hydrogène et des détections de fumées qui déclenchent la fermeture des portes EI120 des parois séparatives.
<b>Constats :</b>  Suite à préconisation de l'organisme de contrôle des dispositifs d'alerte incendie, un déclencheur manuel d'alarme incendie supplémentaire a été installé dans l'escalier du personnel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre le rapport de réalisation ou la facture finale des travaux liés à la mise en place du déclencheur manuel supplémentaire d'alerte incendie dans l'escalier du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 5 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>



<ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a produit un rapport du bureau d'étude RG Consultant, daté du 18/10/2022, relatif à la vérification initiale des protections contre la foudre de l'établissement "XPO Logistique - Beaulieu-sur-Layon (49)". Ce rapport ne fait état d'aucune non-conformité, ce qui est satisfaisant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de vérifications visuelles des protections foudre daté du 08/11/2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Traitement des eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/09/2011, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets aqueux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux pluviales de voiries et de toiture du site est collecté et dirigé vers le bassin étanche du site. La canalisation de sortie du bassin est équipée d'un séparateur à hydrocarbures et d'une vanne de sectionnement dont la fermeture permet d'interdire le rejet des eaux en cas de pollution et ou d'incendie. Les installations sont réalisées de manière à ce que la fermeture de la vanne n'entraîne pas de dysfonctionnement du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Ce dispositif doit permettre d'obtenir en permanence les valeurs de rejets fixées à l'article 4.3.3-b de l'arrêté préfectoral du 15/03/2011 (MES 30 mg/L et HCT 5 mg/L). Les résidus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fermeture de la vanne assurant l'isolement du bassin de confinement de l'établissement vis-à-vis du milieu extérieur est asservie à la mise en service de l'installation de sprinklage. Aucun rapport n'a été produit par l'exploitant attestant de tests périodiques satisfaisant de cet</p>

<p>asservissement.</p> <p>Lors de la visite, il a été testé le fonctionnement manuel de la vanne précitée. Celle-ci a pu être manœuvrée et placée en position fermée par l'exploitant en moins de deux minutes, ce qui est satisfaisant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées un document attestant du dernier test de l'asservissement de la vanne d'isolement du bassin de confinement de l'établissement à la mise en service de l'installation de sprinklage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 7 : Contrôle des niveaux sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/03/2011, article 6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures des niveaux d'émission sonore de l'établissement seront renouvelées à l'occasion de toute modification notable des installations ou des conditions d'exploitation et au minimum tous les 5 ans par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans le cas où les mesures des niveaux sonores font apparaître le non-respect des prescriptions qui précèdent, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats en précisant les mesures prises ou prévues pour y remédier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a produit un rapport de contrôle des niveaux sonores émis dans l'environnement par les installations de son établissement rédigé par l'APAVE et daté du 25/05/2021 (intervention en mars / avril 2021). En synthèse, ce rapport fait état de conformité en tout point, en limites de propriété comme dans la zone à émergence réglementée (ZER).</p> <p>Toutefois, le rapport mentionne que le niveau résiduel mesuré au niveau de la ZER est supérieur au niveau ambiant, ce qui n'est pas cohérent. Cette incohérence est due au choix de l'exploitant de ne pas avoir proposé une plage de temps pendant laquelle toutes les installations de l'établissement sont arrêtées. L'organisme de contrôle a donc mesuré un niveau de bruit résiduel à un emplacement différent que la ZER, en l'espèce à proximité de la route départementale D160. À cet endroit, les émissions sonores des installations de l'établissement n'étaient sans doute plus</p>

<p>perceptibles, mais l'emplacement de la prise de mesure (à proximité du trafic routier) ne permettait pas une représentation fidèle du bruit résiduel dans la ZER. Cette façon de procéder pour évaluer les émergences dans la ZER n'est pas acceptable. L'exploitant doit proposer un créneau horaire pendant la campagne de mesure des émissions sonores de ses installations au cours duquel ces mêmes installations sont toutes à l'arrêt, permettant d'obtenir une mesure fidèle du niveau résiduel en ZER, ce faisant de pouvoir calculer les émergences réelles dans la même ZER.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour la prochaine campagne de mesure des émissions sonores des installations de l'établissement, prévue en 2026, réaliser une mesure des émergences en ZER conforme à la réglementation en vigueur, à tout le moins fournir un résultat qui ne soit pas négatif.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 10 mois</p>

#### N° 8 : Équipements sous pression

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une cuve aérienne de GPL de 7 tonnes.</p> <p>Les justificatifs concernant les visites et les requalifications éventuellement nécessaires n'étaient pas disponibles le jour de la visite.</p> <p>Ils n'avaient cependant pas été sollicités en amont de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant disposant d'une cuve de GPL de 7 tonnes, l'inspection des installations classées sollicite de l'exploitant à la suite de l'inspection la liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, y compris les équipements ou installations au chômage.</p> <p>Cette liste indiquera, pour chaque équipement dont la cuve de GPL, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière</p>

et de la prochaine requalification périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : recharge de batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 17 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, caractéristiques constructives des parois
<b>Prescription contrôlée :</b>  17. Ventilation et recharge de batteries  ... S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).
<b>Constats :</b>  Le local de recharge de batteries comporte dans un angle un volume non disponible réservé à un usage sanitaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier que la séparation par rapport au local de charge a des caractéristiques conforme aux dispositions du point 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Justifier que la séparation du volume à usage sanitaire par rapport au local de charge a des caractéristiques conforme aux dispositions du point 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Porte coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 15/03/2011, article 7.4.3-e)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, porte coupe-feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, système de détection et d'extinction, portes coupe-feu notamment) ...
<b>Constats :</b>

Il a été constaté que l'une des portes permettant de passer d'une cellule à l'autre était endommagée (voir photo ci-dessous).



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Remettre en état cette porte et le justifier.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois